



© Christian Watier/CMSA Images(s)

## Les mutations agricoles source de stress ?

**La MSA et l'université de Franche-Comté ont organisé, en octobre, à la faculté de lettres de Besançon, un colloque international sur le thème « Producteurs laitiers, politique agricole, santé et profession. Comparaison entre la France, la Suisse et le Québec ».**

**Échos de cette rencontre.**

Les conséquences socio-psychologiques des politiques agricoles... C'est à cette problématique complexe que la MSA de Franche-Comté et le laboratoire de sociologie et d'anthropologie de l'université de Besançon (UFC Lasa) ont consacré un colloque international, les 11 et 12 octobre. Il a donné lieu à la restitution d'une étude comparative portant sur les sources de stress chez les producteurs laitiers de trois pays (dans l'Union européenne, hors UE et outre Atlantique), sur trois régions : la Franche-Comté, le Québec et la Suisse Romande.

Les travaux introduits par Lucrèce Boiteux, présidente de la MSA de Franche-Comté, et Dominique Jacques-Jouvenot<sup>(1)</sup>, professeur de

socio-anthropologie à l'UFC Lasa, ont débuté par des interventions sur les politiques agricoles et leurs évolutions au cours des dernières décennies. Selon Jean-Christophe Kroll, d'AgroSup Dijon, Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, depuis les années 1980, le poids de l'international est déterminant. L'accord agricole de l'*Uruguay Round*, en 1994, a marqué une étape importante avec l'introduction de l'agriculture dans les négociations de l'OMC. Il a mis fin à l'exception qui avait protégé ce secteur de la libre concurrence internationale et les notions de découplage – c'est-à-dire de séparation de la politique des prix de celle des revenus – et d'aides directes sont apparues, au détriment de la protection douanière.

Parallèlement à la libre circulation des produits agricoles, le monde rural s'est restructuré : la diminution du nombre des exploitations s'est accélérée, leur taille s'est accrue, et de plus en plus souvent aujourd'hui, l'agriculteur se retrouve seul à gérer des dizaines d'hectares. L'image qu'il a de lui et de son métier a changé. Il subit de fortes pressions et ses revenus sont souvent loin d'être à la hauteur du travail

(1) Dominique Jacques-Jouvenot et Jean-Jacques Laplante sont les auteurs de l'ouvrage *Les maux de la terre. Regards croisés sur la santé au travail en agriculture*, publié aux éditions de l'Aube, coll. « Monde en Cours », en 2009.

fourni. Il doit prendre en compte les notions d'entretien du paysage, de préservation de l'environnement, de sécurité alimentaire... Exemple en Suisse, où selon Pierre Praz, responsable du groupe développement rural, « Agridea », à Lausanne, entre 1985 et maintenant, le pays a perdu 40 % de ses exploitations. « *Et de 1994 à 2002, les prix des produits agricoles ont chuté, pour ne plus jamais remonter. Entre les revenus agricoles et ceux des autres secteurs économiques, les écarts se creusent, observe-t-il. Il faut être motivé pour continuer.* » Il rappelle les réformes successives de la politique agricole après l'instauration des contingents laitiers, en 1977 : l'inscription des missions de l'agriculture dans la constitution fédérale, en 1996 ; l'entrée en vigueur d'un catalogue de mesures agro-environnementales, en 1999 ; puis la fin des contingents laitiers en 2009, qui a entraîné la crise du lait ; et une nouvelle réforme en 2011 introduisant une baisse des mesures de soutien au marché et davantage de paiements directs. Et une nouvelle refonte du système des paiements

directs est attendue pour 2014, avec de forts changements à venir. « *Mais il existe encore un décalage entre les objectifs de la politique agricole et les stratégies des exploitants. Le pas-*

*sage du rôle de producteur de denrées alimentaires à celui d'acteur multifonctionnel du territoire est difficile* », constate Pierre Praz. Et avec l'accroissement du niveau d'intensification, des questions se posent : doit-on changer de mode de production ? Trouver d'autres débouchés ? Construire ou adapter son bâtiment ? Engager un salarié ? L'agriculteur doit faire preuve de nouvelles compétences, faire face à de nouvelles contraintes et exigences administratives, et souvent à une charge financière supplémentaire. Les changements stratégiques sont des facteurs de stress et d'insécurité. Comment trouver du sens et de la cohérence dans ce contexte de changements qui laisse peu de marges de manœuvre ?

## Un niveau élevé de stress

Les sources de stress chez les éleveurs laitiers, Ginette Lafleur, chercheuse québécoise, les a étudiées. Elle a présenté à Besançon les premiers résultats d'une enquête menée auprès d'environ 1.800 exploitants, un tiers dans chaque région (Québec, Suisse Romande et Franche-Comté). Elle a mesuré différentes variables, comme le bien-être psychique, la détresse, la satisfaction à l'égard de la vie, la consommation d'alcool et de médicaments,

les pensées suicidaires... 55 % des producteurs laitiers en Suisse, 40,2 % en France et 44,7 % au Québec évaluent leur niveau de stress quotidien comme élevé, contre 26,7 % de la population générale québécoise. Parmi les 24 facteurs de stress qui leur ont été présentés, les trois premiers pour les Français sont la « paperasse » (60 %), l'augmentation des dépenses (58,2 %) et la baisse de revenus (56,1 %).

## L'amour du métier

Chez les Suisses, viennent en priorité les prix (74 %), la baisse de revenus (72 %) et la charge de travail (61 %), juste devant la « paperasse » et les accords de libre-échange (59 %), l'augmentation des dépenses (58 %) et l'instabilité des marchés (56 %). Quant aux Québécois, ils mettent en avant l'imprévisibilité de la météo, l'augmentation des dépenses (62 %), la « paperasse » (60 %), la charge de travail (57 %), les exigences environnementales (54 %) et la baisse de revenus (50 %). Les femmes citent en outre la cessation d'activité et les difficultés de transmission. La prévalence de « la détresse psychologique élevée » est particulièrement importante : se situant à un niveau de 41,4 % pour les Français, 47 % pour les Suisses et 45,7 % pour les Québécois, elle atteint chez les femmes jusqu'à 63,3 % en France ou au Québec et 64,7 % en Suisse ; des chiffres que l'on peut comparer aux résultats d'une enquête conduite sur l'ensemble des salariés du Québec pour qui les taux tombent à 15 % pour les hommes et 22 % pour les femmes. Étonnement cependant, les producteurs laitiers sont satisfaits de leur vie en général. C'est le cas de 76 % des Québécois, 69 % des Suisses et de 62 % de leurs confrères comtois (contre 72 %, 59 % et 57 % pour les femmes). L'amour du métier vient contrebalancer les côtés négatifs. Et des facteurs de protection peuvent agir comme médiateurs entre les sources de stress et le développement de la détresse. La présence de soutien social constitue un élément déterminant. Selon François Régis Lenoir, docteur en psychologie sociale, vie familiale, engagement syndical ou dans la vie sociale peuvent protéger des risques. Il faut chercher des solutions dans cette voie car en France « *selon les estimations, de 200 à 400 agriculteurs choisissent de mettre fin à leurs jours chaque année, a rappelé Jean-Jacques Laplante, directeur de la santé de la MSA de Franche-Comté, et le risque de suicide, selon l'institut de veille sanitaire, était en 2010 trois fois plus élevé chez les agriculteurs que chez les cadres.* » ■

Marie-Luce Gazé Desjardins



**Il existe un décalage entre les objectifs de la politique agricole et les stratégies des exploitants**